
Chili : face à l'état d'urgence

GREVE GENERALE

Le Chili vit depuis le 17 octobre une révolte sociale d'une force inouïe soutenue par les organisations syndicales avec un appel à la grève générale ce mercredi 23 octobre.

Ce pays est considéré « élève exemplaire » des mesures du FMI dictées depuis le tristement célèbre 11 septembre 1973 : taux de rentabilité loués par les marchés financiers, privatisation explicite des services publics et perte quasi-totale des acquis sociaux. Aujourd'hui, la population remet profondément en cause le résultat de cette politique néolibérale.

Le mouvement social ne se satisfait pas de l'annulation de l'augmentation du ticket de métro et s'attaque aux vraies causes des inégalités sociales. Face aux revendications plus que légitimes des travailleurs et travailleuses du Chili, le gouvernement a instauré depuis 3 jours l'état d'urgence et le couvre-feu, déchainant un terrorisme d'état qui, selon la Commission Interaméricaine des Droits Humains, a déjà provoqué 1601 arrestations, 231 blessé.e.s, 42 assassiné.e.s, 12 femmes violé.e.s, 121 disparu.e.s et des milliers de torturé.e.s.

La Fédération SUD éducation dénonce fermement la violence d'état et la violation des droits humains. Nous exprimons notre entière solidarité avec la lutte pour une transformation profonde de la société que mène le peuple chilien ; et notamment à travers la grève générale qui a débuté aujourd'hui.

La Fédération SUD éducation exprime tout son soutien aux grévistes, notamment dans l'éducation .